

## AU PREMIER JOUR DE LEUR GRÈVE

# Les paramédicaux paralysent les hôpitaux

**Les blouses blanches ont débrayé, hier, au premier jour de la grève de trois jours à laquelle a appelé le Syndicat algérien des paramédicaux (Sap). Le personnel paramédical, exerçant au niveau du secteur public, a massivement adhéré à l'action de protestation. Le syndicat parle de 90% de taux de suivi. Les infirmiers ont saisi cette occasion pour parler du «boulot ingrat» qu'ils exercent.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le secrétaire général du Sap, visiblement satisfait de la mobilisation du corps qu'il défend, a néanmoins fait état d'intimidations de la part de l'administration.

Certains directeurs d'hôpitaux n'ont, en effet, pas hésité à menacer les grévistes de ponctions sur salaires.

Cela n'empêchera pas les infirmiers de débrayer encore aujourd'hui et demain. Au-delà des «classiques» revendications ayant trait au statut et au régime indemnitaire, ce sont les conditions de travail de la corporation qui sont à l'origine de la colère des paramédicaux.

Ceux de l'Etablissement hospitalier spécialisé Drid-Hocine n'ont pas fait exception. Ils étaient tous en grève hier. Au niveau du piquet de grève improvisé, ils sont longtemps revenus sur la «spécificité» du travail qu'ils accomplissent au quotidien, sur le manque de considération dont ils souffrent et sur les dangers auxquels ils sont confrontés tous les jours. Ils sont un peu plus de 100 à exercer au niveau de cet EHS qui accuse un déficit flagrant en infirmiers.



Les infirmiers de l'EHS Drid-Hocine font face à de réels dangers.

Il n'est pas rare qu'un paramédical ait la charge de pas moins de trente malades. Conséquence de cette situation, ils doivent user de beaucoup de subterfuges pour pouvoir partir en congé.

Alors que la loi leur permet de jouir de 45 jours de congé par an, ils ne peuvent réellement partir que pour un mois non sans avoir auparavant trouvé un remplaçant. Au quotidien, les infirmiers de l'EHS Drid-Hocine font face à de réels dangers.

Les grévistes n'en finissent pas de raconter des «anecdotes» sur les agressions dont ils ont été victimes. Ils se remémorent tous la triste histoire de cette infirmière chef gravement blessée par un malade et qui a fini par rester trois mois dans le coma. Même à l'extérieur de l'hôpital, ils ne sont pas à l'abri.

Le personnel exerçant au niveau de la consultation externe est également exposé

aux mêmes dangers. Des toxicomanes qui viennent en consultation les attendent par la suite à l'extérieur, souvent armés de couteaux pour exiger qu'ils les «approvisionnent» en psychotropes. Une infirmière raconte qu'en sortant de l'hôpital, elle se camouflait. Ses collègues expliquent que jamais ils ne disent à leur entourage quel métier ils exercent, de peur que les toxicomanes du quartier ne leur demandent des barbituriques.

Ceux qui ont réussi à échapper à ce genre d'agressions ne sont pas à l'abri de la violence verbale. Les malades insultent en effet les infirmiers qui, lorsqu'ils doivent se déplacer dans une autre structure pour y faire soigner un patient souffrant d'une quelconque pathologie, font face au mépris de leurs pairs.

Beaucoup de personnes exerçant au niveau des hôpitaux ne comprennent pas

pourquoi elles devraient soigner un malade mental. Elles exigent souvent que l'infirmier de Drid-Hocine reste avec son patient pour le maîtriser.

Pour être «dédommagé» de tous ces préjudices il touche une prime de 250 DA par mois. Une misère, sans parler du salaire. Un infirmier avec plus de 20 ans d'expérience ne touche pas plus de 23 000 DA, primes comprises.

Les retraités touchent, quant à eux, une pension qui avoisinent les 16 000 DA. Les paramédicaux de Drid-Hocine se sentent rejetés, ont l'impression d'avoir choisi un métier ingrat.

Un sentiment partagé par leurs collègues des autres structures hospitalières en quête de reconnaissance et de gratification. Des revendications que le syndicat a prises à bras-le-corps et qui ont été à l'origine des trois jours de grève.

N. I.

## DÉBRAYAGE À ORAN

### Un suivi mitigé

Depuis le début de l'année, les mouvements de protestation dans la Fonction publique et plus particulièrement le secteur de la santé, ne cessent de se multiplier.

Le marasme est profond et l'insatisfaction sur le plan des rémunérations et des conditions de travail est au paroxysme. Hier, c'était au tour des paramédicaux de se manifester en entamant un mouvement de protestation de trois jours pour dénoncer le projet de statut de leur profession.

Souvent au cœur du système de santé, les paramédicaux s'estiment particulièrement méprisés et marginalisés. Pourtant, leur mobilisation ne s'est faite sentir qu'au niveau de certains établissements sanitaires, des centres de santé, ou encore de l'EHU de Canastel alors qu'au CHUO, l'ensemble des services ont fonctionné normalement comme nous avons pu le constater sur place.

Alors que les conditions de travail notamment dans les polycliniques sont des plus difficiles, en raison surtout du manque de moyens, le syndicat des paramédicaux tient surtout à mettre en avant dans leur protestation, la sous-valorisation de leur profession, qui, d'année en année, se traduit par une baisse des effectifs dans les écoles de formation.

Aujourd'hui, le mouvement devrait se poursuivre comme annoncé depuis le début.

Fayçal M.

## Forte mobilisation à Tizi-Ouzou

Le mot d'ordre de grève nationale lancé par le Sap, Syndicat algérien des paramédicaux a connu un suivi massif à Tizi-Ouzou. «Nous avons enregistré un taux de plus de 90% de suivi de la grève qui a été observée à travers l'ensemble des structures hospitalières de la wilaya», a indiqué F. Kemmar, membre du conseil national et responsable local du Sap qui fera observer que «le service minimum a été assuré au niveau des urgences».

Pour ce syndicaliste, l'importance des enjeux explique la forte mobilisation de l'écrasante majorité des personnels paramédicaux. La question salariale, le statut particulier et le régime indemnitaire sont des revendications mobilisatrices et ne laissent personne indifférent.

«Même les personnels qui ne sont pas structurés dans notre syndicat ont répondu favorablement au mot d'ordre de grève du Sap», ajoutera notre interlocuteur. Dans la déclaration de son conseil de wilaya, le Sap dénonce : «La clocharisation de la profession qui continue à subir les affres de la misère socioprofessionnelle.»

Le Sap considère que l'avant-projet de statut particulier concocté par les services du ministère de la Santé «témoigne du mépris à l'égard des paramédicaux».

La revalorisation de la profession paramédicale passe par la refonte du régime indemnitaire et la réévaluation de la grille des salaires, selon les termes de la déclaration du conseil de wilaya du Sap dont la grève se poursuivra jusqu'au 19 février.

SAM

## Les grévistes en nombre à Sidi-Bel-Abbès

**Dans la journée d'hier, les paramédicaux représentés par le bureau de wilaya du Syndicat algérien des paramédicaux (Sap) de Sidi-Bel-Abbès se sont soulevés comme un seul homme contre l'avant-projet et le nouveau statut particulier de la corporation. Un statut dans lesquels aucune proposition du syndicat n'a été prise en compte.**

A cet effet un mouvement de grève de trois jours a été observé et qui était effectif à partir du 17 février accompagné d'un sit-in au niveau du CHU Hassani-Abdelkader. Les paramédicaux étaient en nombre même (si le service minimum devait être assuré) à adhérer à la contestation et le

taux de suivi a, selon certains, dépassé les 95%. Banderolles, panneaux rejetant ce qu'ils appellent le naufrage de la noble profession, que causeront l'avant-projet et le nouveau statut étaient visibles partout dans l'enceinte du CHU. Par le biais de son secrétaire général, M. Mekamène Sid-Ahmed, le Sap qui dit non à la régression de la corporation s'insurge contre la tentative de dévalorisation de la profession dont le statut particulier élaboré dernièrement ne répond nullement aux aspirations «légitimes» de près de 100 000 paramédicaux exerçant à l'échelle nationale, car l'objectif en effigie est de faire stagner la profession alors que le Sap a émis la proposition de faire introduire le nouveau système LMD. La formation paramédicale qui a été préconisée par la seule tutelle n'adhère pas à nos aspirations puisqu'elle ne comporte

aucune alternative pour le perfectionnement de nos connaissances, souligne-t-il. C'est à une licence professionnelle qui ouvrira les portes du travail que nous prétendons. Seule une formation universitaire performante ouvre les portes d'un cursus avec au bout un master puis un doctorat. Le Sap de Sidi-Bel-Abbès se dit surpris par «le changement de cap» inattendu de la tutelle qui a préféré décider seule en ignorant les premiers concernés par ce nouveau statut et appréhender les impacts que le malade aura du mal à supporter. Les grévistes montrent leur désapprobation à l'ouverture du créneau de la formation en privé qui menace la qualité de l'enseignement et lèse les paramédicaux qui seront classés dans la B/10 au lieu de la A/11, catégorie qui permettra à ce dernier de gravir les échelons.

A. M.